

Relations industrielles Industrial Relations



Federal Jurisdiction over Labour Relations A New Look

Pour un réaménagement de la juridiction fédérale dans le domaine du travail

F.R. Scott

Volume 15, numéro 1, janvier 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022069ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022069ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)
1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Scott, F. (1960). Federal Jurisdiction over Labour Relations: A New Look. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 15(1), 31–53. <https://doi.org/10.7202/1022069ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1960



Résumé de l'article

Il y a trente-cinq ans, le Conseil privé de Londres traita ainsi de l'affaire *Toronto Electric Commissioners vs. Snider*, dans laquelle la constitutionnalité de la loi des entreprises en matière de différends industriels était attaquée. Le Conseil privé déclara que le Parlement d'Ontario avait excédé sa juridiction. Le jugement, rendu par Lord Haldane, marque un point tournant dans l'histoire du droit constitutionnel canadien. Sur deux questions techniques évoquées dans la décision — l'une concernant la réglementation du trafic et du commerce, et l'autre relative à la loi criminelle — l'attitude de Lord Haldane n'est plus valable car le Conseil privé lui-même a pris position dans un sens différent par la suite; une autre de ses idées favorées — celle de l'état d'urgence nationale — a été passablement ébranlée. Mais il reste que l'essence de la décision Haldane tient encore, en ce qu'elle traite à la juridiction fédérale en matière de différends industriels. En conséquence, la nouvelle Loi sur les relations industrielles et sur les entreprises visent les différends du travail à une application limitée qu'elle couvre environ 9% des effectifs ouvriers au Canada et à peu près 10% du champ des conflits du travail. Ce sont les dix provinces canadiennes qui ont désormais la plus grande part de responsabilité législative dans un domaine dont le caractère national s'accroît de jour en jour, notamment en raison du fait que le processus de concentration des centres de décision, tant du côté patronal que dans le camp ouvrier, a évolué rapidement.

Mon intention n'est pas d'étudier le mérite de celle ou de celle-ci en particulier, mais plutôt de réviser le problème de la distribution du pouvoir législatif et ses conséquences sur le négociation collective. Il s'agit de voir si le droit constitutionnel cadre bien avec la réalité sociale, car s'il y a divorce entre les deux on peut normalement s'attendre à des craquements quelque part. Or bien que cette constitution qui régit, ou bien les rapports sociaux et l'économie et toute politique raisonnablement visée à l'égard. Dans le champ des relations industrielles, vu que le but de l'intervention gouvernementale est de diminuer les causes de tension, il faut que le fédéralisme canadien s'adapte aux changements sociaux par voie d'amendement à la constitution ou d'interprétation judiciaire nouvelle.

Dans l'ancienne loi Lemieux, adoptée en 1907, la distinction entre les industries d'importance vitale et les autres est capitale. La loi s'appliquait aux mines, aux transports et communications ainsi qu'aux services publics; elle pouvait aussi être invoquée par les parties à tout différend industriel qui désirait soumettre leur cas à un conseil fédéral. Jusqu'en 1924, c'est à dire jusqu'au moment où le jugement dans l'affaire *Snider* changea le cours des choses, le Canada n'était habitué au régime de ce que nous appelons maintenant les conseils de conciliation fédéraux ou nationaux. Même après ce coup, avec le consentement des parties on a continué à former des conseils de conciliation fédéraux.

Lord Haldane, en définitive, a tranché le cas *Snider* tout simplement pour la raison que le droit de grève et de contre-grève est un droit civil qui relève de la juridiction provinciale. Il n'a pas vu autre chose que les vieux concepts civils de relations entre maîtres et serviteurs. La loi fédérale, après lui, ne pouvait pas se justifier par le droit de réglementation du trafic et du commerce — ce qui pourtant était le fondement reconnu par la Cour suprême des États-Unis pour le *Wagner Act* — car ce droit, par lui-même ne pouvait pas entraîner la réglementation de droits civils dans une province. Le pouvoir d'Ontario de légiférer en matière criminelle ne pouvait pas non plus, selon lui, justifier la loi fédérale, car le pouvoir de créer de nouveaux crimes est valide si la matière ainsi visée relève, de par sa nature même, du domaine de la jurisprudence criminelle. S'il s'agit de deux points, l'attitude de Lord Haldane ne vaut plus. Quant aux effets des conflits ouvriers sur la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, Lord Haldane soutient que rien dans la preuve n'indiquait un état d'urgence nationale. À défaut de cela le pouvoir résiduaire d'Ontario ne pouvait pas prévaloir sur la juridiction normale des provinces dans le champ des droits civils. Ainsi Lord Haldane n'a accordé aucun poids à l'intention même du législateur et à l'objet de la loi, qui étaient de promouvoir la paix industrielle à travers le pays, chose que nous ne pouvons pas être réalisés par des lois provinciales qui ont nécessairement une portée plus restreinte.

Après le jugement *Snider*, le Parlement adopta une loi dont l'application se limitait à certaines catégories d'activités industrielles relevant clairement de son pouvoir. Ottawa se voyait obligé de régler sa conduite selon une certaine interprétation de la constitution canadienne plutôt que dans l'intérêt du pays. Toutefois, la loi contenait une disposition qui la rendait applicable à l'extérieur de toute province qui légifèrerait en conséquence. En 1928, six provinces ajoutèrent dans ce sens; même le Québec et l'Ontario adoptèrent la loi fédérale en 1932. Seule l'île du Prince Édouard resta à l'écart. On voit ainsi que l'opinion en faveur de l'intervention fédérale dans les conflits ouvriers était alors fort répandue au Canada.

Le retour en scène des législateurs provinciaux fut provoqué par l'affaire des conventions du Bureau international du travail en 1937. Cette nouvelle ére n'a été interrompue que par l'épisode de la deuxième guerre mondiale. Apparemment, à l'école juridique, le Canada n'a jamais été aussi loin d'avoir ce qu'on pourrait appeler une politique nationale de relations industrielles. Le décalage entre la loi et les faits augmente au lieu de diminuer.

Dans les États fédéraux — qu'il s'agisse de pays à ethniques ou de culture homogène — l'absence d'autorité centrale ne résulte pas nécessairement en un renforcement de l'autonomie provinciale; elle peut au contraire dégénérer en anarchie. Dans ces conditions en effet, lorsqu'un champ particulier de législation est laissé à la juridiction provinciale sans que celle-ci puisse s'exercer efficacement, en est en présence d'un vide dont seuls des intérêts privés peuvent éventuellement profiter à l'encontre du bien commun. Ma thèse est à l'effet que le Canada n'a pas, constitutionnellement, se hausser au niveau des problèmes que pose l'évolution du champ de négociation des conventions collectives.

Nos lois de relations ouvrières sont fondées sur les principes d'accréditation, de négociation et de conciliation obligatoires, le tout se déroulant sur un fond de sécurité en ce qui, nous sommes en dernier ressort, le droit de grève et de contre-grève. La liberté de faire la grève est respectée, mais elle est frustrée dans son exercice à la loi la soumet à des conditions trop compliquées; or c'est précisément ce qui rend le cas des industries d'intérêt national. Les syndicats ouvriers qui résistent dans ces industries ont le droit entre la violation de la loi ou l'abandon de leur efficacité. Ceci est injuste, c'est le produit d'un accident judiciaire et non d'une politique nationale délibérée. Une union ouvrière qui doit opter pour une mauvaise convention collective ou pour le respect d'un système juridique conçu se lancera quotidiennement dans une grève illégale, à défaut de quoi les ouvriers ne savent pas leurs chefs et font des grèves « sauvages ».

Doit-on conclure de tout cela que les provinces devraient se retirer entièrement du champ de la législation ouvrière? Je réponds sans hésitation dans la négative. Rappelons qu'il s'agit seulement, dans cette communication, de la négociation collective et des procédures de conciliation; je ne pense pas qu'il serait sage, je crois même qu'il serait presque impossible, de laisser le fédéral légiférer pour tout le pays dans l'ensemble du secteur du travail. Je soutiens tout simplement que le pouvoir d'Ontario devrait être augmenté afin de lui permettre de s'occuper aux conflits qui débordent les cadres et le contrôle provinciaux. C'est l'intérêt public et la protection du pays qui le réclament. La division du pouvoir peut subsister, mais elle doit se conformer de plus près aux réalités économiques. La négociation sur le plan national est un fait qui fait reconnaître ce qui prendra encore de l'ampleur. Ce phénomène ne devrait pas être imposé par la loi, mais il ne devrait pas non plus être compté en gré par elle.

En supposant que le droit d'effectuer un certain degré d'uniformisation soit suffisamment répandu au Canada, comment pourrait-on s'y prendre pour la réaliser effectivement? Il semble que les Canadiens en général ont pris définitivement leur parti au sujet de leur incapacité d'améliorer la constitution du pays. Pourtant il n'y a pas si longtemps, en 1951, nous l'avons amendée, cette constitution, avec le consentement de toutes les provinces, dans le domaine des pensions de vieillesse. De toute façon, c'est une possibilité qu'il ne faut pas écarter à priori lorsqu'on discute du réaménagement de la juridiction au Canada dans le champ du travail. On pourrait par exemple placer les conflits ouvriers dans le liste des matières exclusivement réservées à l'autorité fédérale dans la section 91 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique, comme on fut le cas pour l'assurance-chômage. Ou encore on pourrait faire de cette question une affaire de législation concurrente, comme dans le cas des pensions de vieillesse. Un pouvoir exclusif est un qui seul le Parlement peut exercer; la loi qu'il adopte s'applique dans tout le pays dans les termes et les limites fixés par Ottawa; dans ces conditions, tout champ inoccupé reste hors du contrôle de l'autorité provinciale. Cette règle s'applique aujourd'hui, pour le domaine du travail, dans tous les travaux et toutes les industries qui relèvent spécifiquement d'Ontario. On pourrait, en outre, modifier l'une ou l'autre méthode. Il semble toutefois que le mieux à faire serait d'appeler pour une juridiction exclusive du gouvernement fédéral, mais pas pour toutes les industries. On pourrait, par exemple, ajouter quelque chose comme suit à la section 91 de la constitution: « Les relations du travail dans les industries et les services que le Parlement du Canada déclare être d'intérêt et d'importance d'envergure nationale ».

Un tel changement traiterait dans le sens de la disposition qui existe déjà dans la constitution. En effet, le Parlement a le pouvoir de déclarer certains travaux comme étant l'avantage général du Canada ou de deux provinces ou plus, ce qui les soumet à la juridiction d'Ottawa. Les relations ouvrières qui découlent de ces travaux tombent présentement dans le champ d'application de la loi fédérale. Bien dans la constitution a empêché présentement le Parlement de déclarer que toutes les salaires canadiens actuelles ou futures sont à l'avantage de l'ensemble du Canada. En théorie, cette pratique pourrait se généraliser et s'appliquer à toutes les entreprises importantes du pays.

C'est ce qui existe actuellement dans le cas des éleveurs à grain, par suite de la volonté d'Ottawa de mener à bien une politique d'écoulement de ce produit. L'inconvénient d'une telle mesure, toutefois, c'est que le Parlement assumerait beaucoup plus que la seule responsabilité de la réglementation des relations industrielles, ce qui dépasserait peut-être son intention.

À défaut d'un amendement à la constitution, il reste d'autres solutions possibles. La section 94 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique permet aux législateurs des provinces de common law transférer à Ottawa la juridiction sur toute matière relevant de la propriété et des droits civils, ou se situer les relations industrielles. Ces provinces pourraient ainsi contribuer à l'édification d'une politique nationale dans ce domaine, à peu près comme elles le firent après 1925. Quelques petites provinces seraient probablement disposées à agir de la sorte, mais ce n'est pas le cas des provinces importantes. De plus, la province de Québec n'a pas le pouvoir de céder sa juridiction à Ottawa. On doit signaler, cependant, que la législation québécoise en matière de relations patronales-ouvrières ressemble beaucoup à celle du fédéral et de autres provinces; par conséquent, des transferts de juridiction à Ottawa n'aurait pas pour effet de menacer les institutions qui se rattachent au patrimoine culturel du Québec. Il n'y avait pas de coup important de législation dans ce domaine à Québec avant 1944, et alors la loi qui fut votée s'inspirait du *Wagner Act* américain. La loi des syndicats provinciaux, en vertu de laquelle les syndicats catholiques sont incorporés, n'en serait pas affectée. Les syndicats catholiques ont été fondés et ont grandi sous l'égide de la législation fédérale; d'abord sous l'ancienne loi Lemieux et ensuite sous celle de 1952 que le législateur de Québec a adoptée.

Il y a aussi la solution de l'interprétation judiciaire. La Cour suprême du Canada ne pourrait-elle pas aborder la juridiction fédérale en matière de travail avec un esprit plus large que dans l'affaire *Snider*. Ce jugement fut encore bon, mais strictement parlant il dit tout simplement que l'ancienne législation ne pouvait pas s'appliquer à des institutions municipales; le reste était à côté de la question. Mais on ne peut pas attendre à une nouvelle interprétation tant qu'il n'y a pas (1) une référence constitutionnelle au sujet de la juridiction fédérale sur les relations ouvrières dans les industries inter-provinciales, ou (2) une action destinée à contester la juridiction de quelque organisme provincial dans un conflit de grande envergure. Il faut se rappeler aussi que la loi révisée de 1952 s'appliquait aux compagnies ayant leur siège social au Canada, et que le Parlement d'Ontario ne pouvait pas modifier la loi d'urgence nationale. Ces dispositions ne se trouvent pas dans la loi actuelle mais elles pourraient y être ajoutées, même si leur validité n'a pas été mise à l'épreuve. Je n'exclus pas la possibilité d'une nouvelle interprétation judiciaire concernant les causes relatives au trafic et au commerce ainsi qu'à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement, mais les obstacles à surmonter dans ce domaine sont considérables.

Il existe enfin une dernière disposition légale en vue de l'uniformisation que je désire étudier. Il s'agit de la possibilité pour une province de confier à Ottawa l'administration de la loi provinciale lorsque celle-ci est substantiellement semblable à la loi fédérale. Le Code national du travail traite de cette question aux sections 62 et 63. Il est intéressant de noter que sept provinces ont fait quelque chose à ce sujet; toutefois, les deux provinces les plus importantes, Québec et Ontario, n'ont pas bougé. L'Alberta et la Colombie britannique limitent le champ des ententes possibles avec aux salaires et aux mines de charbon. La Saskatchewan prévoit l'application intégrale à la province du Code national du travail dans son entier, ce qui indique un désir de revenir à l'ancien temps, c'est-à-dire avant l'affaire *Snider*. La plupart des provinces qui ont fait échec à l'offre contenue dans la loi fédérale se contentent de proposer à Ottawa l'administration de la loi provinciale. C'est bien différent de ce que les provinces avaient fait après 1925, car alors elles avaient fait leur loi fédérale et en l'appliquant, à l'exception de l'Ontario, à leur propre territoire. La loi provinciale demeure sous juridiction provinciale; seule l'administration est simplifiée. Si l'uniformisation de la législation en matière de relations industrielles répondait à la volonté générale, il n'y a aucun doute que les provinces pourraient améliorer la situation actuelle en conformant leur législation à celle du Code national et en prenant ensuite arrangement avec Ottawa pour son administration; il serait même possible alors d'envisager un amendement à la constitution.

Le mouvement ouvrier a nettement pris position en faveur de l'uniformisation de la législation en relations industrielles au Canada. Mais du côté des employeurs ce n'est pas la même chose. Se pourrait-il que certains employeurs préfèrent une juridiction multiple et une législation couvrant 70 tel ou tel cas, les employeurs font opter à un progrès fort désirable. Je préfère croire que les raisons profondes de notre incapacité résident dans notre inertie politique et dans notre renoncement à ce qui semble — sans l'être — inévitable. Espérons qu'il ne sera pas nécessaire d'attendre jusqu'à l'éclatement de grèves nationales avant de sortir de notre torpeur.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-utilisation/>

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Federal Jurisdiction over Labour Relations a New Look

F. R. Scott

Most people in Canada have apparently come to accept the present division of legislative power between the Parliament and the legislatures as something quite natural and unchangeable. In the following article, the author originally shows that the situation has been greatly different in the past and suggests that a new look be given to the question in order that nation-wide bargaining which in fact is taking place be brought under the jurisdiction of the Parliament.

Just thirty-five years ago the case of *Toronto Electric Commissioners vs. Snider* was before the Judicial Committee of the Privy Council in England. A dispute had arisen between the Toronto Electric Commission — a body operating the light, heat and power system of Toronto — and its employees, at whose request a federal Conciliation Board was set up. The Commission took a writ of injunction against the Board, contending that it had no authority to deal with the dispute because the Parliament of Canada had exceeded its jurisdiction in enacting the Industrial Disputes Investigation Act. In the result, their Lordships held that this Act, which I shall call the IDI Act for short, was beyond the powers of the federal Parliament.¹ The decision overruled previous decisions of the Court of Review of Quebec² and the Appellate Division of the Supreme Court of Ontario;³ in other words, the five Law Lords (or merely a majority of them — we don't know

SCOTT, F.R., Macdonald Professor
of Law, McGill University, Montréal.

(1) See 1925 Appeal Cases, p. 396.

(2) *Montreal St. Rly. v. Board of Conciliation and Investigation*, (1913) 44 S.C. (Que.) 350. Text is also in «Judicial Proceedings respecting Constitutional Validity of the Industrial Disputes Investigation Act», Department of Labour, Ottawa, 1925, pp. 255 ff.

(3) *Toronto Electric Commissioners v. Snider* 55 Ontario Law Reports 454.

which) disagreed with the opinion of the Parliament of Canada, presumably acting after advice from the Department of Justice, and with two appellate courts in Canada's most industrialized provinces. The judgment, rendered by Lord Haldane, is generally rated among constitutional authorities as marking the extreme point in that jurist's career as a special interpreter of the Canadian Constitution, which is tantamount to saying it marked a low point in Canada's constitutional development. On two technical points of constitutional law enunciated in that judgment — one affecting the trade and commerce clause, the other the criminal law — Lord Haldane has already been overruled by the Privy Council itself,⁴ and on another of his leading ideas — the emergency doctrine — his views have been badly shaken.⁵ But his decision still stands on the central matter at issue, which was the extent of federal authority over the subject of industrial disputes. In consequence the present Industrial Relations and Disputes Investigation Act which replaced the old Act has a jurisdiction so limited that it has been said to cover about 5% of the total Canadian labour force, or 10% of the area amenable to dispute settlement procedures. Ten provinces now have the major responsibility for legislation in a field which grows daily more important from the national point of view, and in which the centralization of the decision-making power on both the management and labour sides has proceeded rapidly.

The purpose of my paper is to take a new look at this situation. I am not concerned with the fairness or utility of any provision in the present laws dealing with industrial disputes. I am solely concerned with the distribution of legislative powers in this field, and with some of the effects of that distribution upon the processes of collective bargaining; if you like, with the relationship between constitutional law and social fact. It is not good for a country to allow its constitutional law to disregard or get out of line with the facts. If the disparity grows too great, something must give, and usually it will be the constitution. If the constitution holds, as it may for a time, then social relations can be distorted and wise policies frustrated. Unless a federal system of government adapts itself to changing social

(4) On Haldane's special views on trade and commerce, see what was said by Lord Atkin in *Proprietary Articles Trade Association v. A. G. for Canada*, 1931 Appeal Cases 310 at p. 326; and on his view of criminal law as confined to acts which by their very nature belong to the domain of « criminal jurisprudence », see *ibid.* at p. 324.

(5) By Lord Simon in *Canada Temperance Federation case*, 1946 Appeal Cases 193.

conditions by amendment or new judicial interpretation, it creates confusion, slows progress and contributes to social tensions. The purpose of state intervention in labour relations is to relieve tensions.

So that the problem can be seen in perspective, I want to glance back at the evolution of Canadian law in this field. The provinces were the first to deal with industrial disputes, Ontario's legislation of 1873 leading the way. Since this Act was restricted to disputes not involving wages (these were thought to be outside the legitimate sphere of state action) it remained a dead letter and was later repealed. Other Ontario statutes followed, of which the Ontario Railway and Municipal Board Act of 1906 is perhaps the most important. Margaret Mackintosh says⁶ that from 1907 to March 1923, during which time the Federal IDI Act was operative, there were fifty-one applications to the Ontario Department of Labour for the appointment of boards of conciliation and investigation in connection with disputes between electric railways in Ontario and their employees. We have thus had experience in Canada of overlapping jurisdictions in labour disputes, the parties having the option of provincial or federal Boards. In Nova Scotia, British Columbia and Quebec there were statutes providing for conciliation and arbitration before the federal government assumed its wider jurisdiction in 1907, but they were either abortive, as in the case of British Columbia, or of minor importance.

Federal legislation affecting Trade Unions dates from the Trade Union Act of 1872, but we may say that federal concern with the law of industrial disputes begins with the appointment of the Royal Commission on the Relations of Labour and Capital in Canada in 1886. This Commission's report, submitted in 1889, after reviewing some startling evidence about working conditions in Canada, recommended the establishment of local Boards of Conciliation in all the large centres of trade, combined with a permanent central Board. Under certain conditions an appeal would lie from the local to the central Board whose decision would be final and binding. Thus as early as 1889 it was assumed that the federal government had a role to play, though the Commissioners cautiously observed that they could not «venture to determine where, in legislation affecting labour and capital, the autho-

(6) «Government Intervention in Labour Disputes in Canada», reprinted in Department of Labour, «Judicial Proceedings... etc.», *supra* note 2, at p. 291. A thorough survey of Canadian legislation in labour disputes will be found in W. S. Martin, «A Study of Legislation Designed to Foster Industrial Peace in The Common Law Jurisdictions of Canada», unpublished Doctoral thesis, University of Toronto, 1954.

rity of the Dominion Parliament ends and that of the provincial legislatures begins.» No legislation followed this Report until the Federal Conciliation Act of 1900 which applied to any industrial dispute, though it contained no compulsory features. The Railway Labour Disputes Act of 1903 also applied to all railways, not only to federal lines.

Then came the Industrial Disputes Investigation Act of 1907. This was called «An Act to aid in the Prevention and Settlement of Strikes and Lockouts in Mines and Industries connected with Public Utilities». The distinction between industries affecting the public interest and convenience, and other industry, was crucial in the Act. It covered all mines in the country (it was passed after a strike among the coal miners of Alberta) and all agencies of transportation and communication, as well as public service utilities. This was a broad, but still limited, coverage; however, by section 63, it was possible for the parties to any dispute whatever, in any business or trade, to agree to refer the matter to a federal Board, whereupon the provisions of the Act applied. Thus all industries in Canada in which there was an element of wide public interest were compulsorily covered, and all the rest voluntarily covered. Of the 619 applications for Boards received between March 1907 and March 1924, 120 were for disputes not falling clearly within the direct scope of the Act.⁷ Canada had grown accustomed, till the Snider case changed the law, to the use of what we would now call national labour boards. Even after the Snider decision, with the consent of the parties, federal boards were quite often appointed.

It was unfortunate that the Snider case arose out of a dispute between a municipal body and its employees, for even before the Privy Council decision, doubts had arisen about federal jurisdiction in this particular area in view of the Province's jurisdiction over municipalities. The IDI Act was often used in municipal street railway disputes, but in its later years the federal Minister of Labour adopted the practice of appointing federal boards only in the absence of a protest by the municipality on the ground of jurisdiction. One wonders whether the IDI Act might not have been upheld had the dispute which gave rise to the litigation occurred in, say, the coal mining industry on which, at that time, so many industries in so many provinces depended, and a strike in which had produced the Act in the

(7) *Ibid.* p. 281.

first place. Certainly the national aspect of labour relations would have been more apparent, though it may be doubted whether this would have been enough to change the current of Lord Haldane's interpretations.

There are few contrasts more striking in our constitutional law than that between the judicial reasoning about the IDI Act used in the Canadian courts and that relied on in the Privy Council. When the question came before the Quebec courts in 1912 Mr. Justice Charbonneau issued a writ of Prohibition against a federal Board appointed to investigate a dispute between the Montreal Street Railway Company and its employees, though he expressed the view that the claim of unconstitutionality was invalid. Mr. Justice Lafontaine delivered the Superior Court judgment⁸ upholding the Act, and I wish to quote a passage from his reasons for judgment:

« Whereas, the Industrial Disputes Investigation Act, 1907, has for its apparent and ostensible aim the prevention of strikes, which are one of the manifestations, often troubling and irritating, and causing disorder from one end of the country to the other, of a social and economic condition existing throughout the Dominion, to wit: labour and capital; this condition, by its nature, effects and various and multiform manifestations, considerably surpasses the judicial nature and effects of relations between employers and employees resulting from the contract for the hire of labour; this economic and social condition extends beyond the limits of any locality and province and extends indeed throughout the whole country, and is consequently of a general character, and not of a purely local and private character in the province » (trans.).

There we see surely a commonsense, realistic approach to this social problem. On this point Mr. Justice Lafontaine was upheld by the Court of Review consisting of Justices Tellier, De Lorimier and Greenshields.

A similar realism pervades the judgments of Mowat, J. in the Supreme Court of Ontario, and of Ferguson, J. A. in the Appellate Division of that Court. Mowat, J. said, for example:⁹

« It appears to me that 'labour' legislation such as the Industrial Disputes Investigation Act is one of national concern. It is important that a close touch should be kept of the movements and

(8) See footnote No. 2, p. 31.

(9) See footnote No. 3, p. 31.

variations of industrial strife and that this can best be done, as such strife existed in 1907 and until the present time by the Federal Government. A general strike in Winnipeg in 1919 was only brought to an end through the voluntary efforts of the non-industrial citizens to break it, and to prevent the misery and under-feeding of children which seemed likely to ensue. All important labour unions in Canada were sympathetically affected by it from ocean to ocean, and if it had spread, as at one time feared, ruinous conditions would have ensued to trade and stable industry. In such a case provincial lines are obliterated and the provinces, not having the means of free and instant communication with each other, or for concert, could ill avert dominion-wide trouble. The simple local strikes which alone could have been in contemplation of the Fathers in 1864 and 1867, have given place to those of brotherhoods composed in some instances of hundreds of thousands, and dominion-wide in their operations and probably beyond the resources of each province to deal with ».

Ferguson, J. A., with whom Chief Justice Mulock and Justices Magee and Smith concurred, approached the question in this way:

« Industrial disputes are not now regarded as matters concerning only a disputing employer and his employees. It is common knowledge that such disputes are matters of public interest and concern, and frequently of national and international importance. This is so, not because the disputes may result in many plants being shut down, or tens, hundreds and even thousands of employees drawing strike pay instead of wages, but because experience has taught that such disputes not infrequently develop into quarrels wherein or by reason whereof public wrongs are done and crimes are committed, and the safety of the public and the public peace are endangered and broken, and the national trade and commerce is disturbed and hindered by strikes and lockouts extending, not only throughout the Dominion, but frequently to the United States, where most of our trade unions have their headquarters. Being of opinion that the Act is not one to control or regulate contractual or civil rights, but one to authorize an inquiry into conditions or disputes, and that the prevention of crimes, the protection of public safety, peace and order and the protection of trade and commerce are of the 'pith and substance and paramount purposes' of the Industrial Disputes Investigation Act and of the inquiry authorized and directed thereby, I think the legislation may and should be supported on the powers conferred upon the Dominion Parliament by section 91, British North America Act, to make laws 'in relation to' 'the regulation of trade and commerce', and to make laws 'in relation to' 'the criminal law' 'in its widest sense', even though it does not enact a criminal law or a law defining how or in what manner trade and commerce shall be carried on ».

How similar is this Canadian approach to that of Chief Justice Hughes when upholding the Wagner Act in 1937. He said: ¹⁰

« We are asked to shut our eyes to the plainest facts of our national life and to deal with the question of direct and indirect effects in an intellectual vacuum When industries organize themselves on a national scale, making their relation to interstate commerce the dominant factor in their activities, how can it be maintained that their industrial labor relations constitute a forbidden field into which Congress may not enter when it is necessary to protect interstate commerce from the paralyzing consequences of industrial war? We have often said that interstate commerce itself is a practical conception. It is equally true that interferences with that commerce must be appraised by a judgment that does not ignore actual experience ».

Only two Ontario Justices took the opposite view, so that out of 12 Canadian Judges who considered the question, 10 were in favour and 2 against the validity of the Act.

In the Privy Council Lord Haldane decided the Snider case on the simple point that the right to strike and to lockout were civil rights within the province which could be dealt with by provincial law. He kept his mind close to the purely private law concepts of master and servant. He said the Act could not be brought under the federal power to regulate trade and commerce — where the American Supreme Court placed the Wagner Act — because this power by itself did not justify the regulation of civil rights in a province; it must be joined to some other federal power to achieve this end, and there was no other federal power to join it to. (This is a point on which he has been overruled.) Nor could he bring it under the criminal law, because he said that the Dominion could create new crimes « where the subject matter is one which, by its very nature, belongs to the domain of criminal jurisprudence » (another point on which he has been overruled) whereas here the penal provisions of the Act were only incidental to its main purpose, which was regulating civil rights. As for the idea that industrial disputes affected the peace, order and good government of Canada, he said that there was no evidence of any emergency « putting the national life of Canada in unanticipated peril », without which the federal residuary power, in his view, is inoperative if civil rights are trespassed upon. Hence on these particular rules of constitutional interpretation, none of which has survived in the form he gave it, the Act was held unconstitutional. No consi-

(10) *National Labor Relations Board v. Jones & Laughlin Steel Co.*, (1937), 301 U.S. 1, at 38, 41-42.

deration was given to the fact that the object which the Act sought to attain, namely industrial peace throughout the country, was beyond the reach of provincial statutes which are necessarily confined to the province. His private law concepts excluded the large public realities.

What happened after the Snider judgment came out shows how strong was the feeling in Canada in favour of federal responsibility for industrial disputes. Mr. Lapointe, then Minister of Justice, said he was petitioned by both employers and employees to revive the IDI Act.¹¹ The Parliament of Canada immediately revised the Act so that instead of applying to the former industries affected with a public interest, it now applied to a specific list of federal undertakings about which there could be little or no question of authority. The basic idea of the old IDI Act was public interest and convenience; it made no attempt to cover all employment even within federal jurisdiction. The basic idea of the revised Act of 1925 was that all federal industries and undertakings should be covered, regardless of the degree of public interest involved. The law had to be tailored to fit the rules of interpretation of the BNA Act rather than the size and shape of the problem being dealt with. But over and above the enumerated federal undertakings there was a provision that the Act would apply to « any dispute which is within the exclusive legislative jurisdiction of any province and which by the legislation of the province is made subject to the provisions of this Act ». The provinces were invited to legislate away the Snider judgment.

This invitation to co-operate was promptly accepted. By 1928 six provinces had responded; even Quebec and Ontario adopted the federal law in 1932. Only Prince Edward Island remained out. The divisive results of the Snider case seemed effectively to have been overcome, and once again the Canadian intention to have uniform legislation was clearly seen. Professor H. A. Logan¹² states that the powers granted to the federal Parliament by this permissive legislation were regularly invoked to deal with disputes involving coal mines and street railways which, apart from the enabling legislation, would have been beyond the scope of the Act. He also says that there was considerable opposition, at least on the part of employers, to the provincial adoption of the federal Act, though he gives no authority for the statement.

(11) *Hansard*, 1925, p. 3153.

(12) *State Intervention and Assistance in Collective Bargaining*, 1956, p. 6.

The depression of the 1930's, among its many social consequences, produced a great development in trade unionism and hence in labour law. The Wagner Act in the United States became a kind of beacon light shining over the troubled industrial waters, and to its concepts of certification, collective bargaining and unfair labour practices Canadian opinion was gradually drawn. Federal legislation was still restricted by the Snider judgment, and the ILO Conventions case in 1937 still further narrowed the area of potential federal intervention. In consequence the provinces started to come back into the field, each in its own way. A new era of provincial labour legislation began, and we are in the midst of it now. World War II restored federal authority for the duration, giving us in P.C. 1003 the first taste of uniformity on Wagner Act principles, but the coming of peace deprived Ottawa of its emergency powers and restored the status quo. By 1947 the wartime federal labour relations had ended.

Two important Conferences of Labour Ministers met during the war period, one in November 1943 when the Dominion was seeking agreement on its proposed wartime legislation — later P.C. 1003 — and the other in October 1946 in preparation for the transition to peacetime relationships between the governments in labour matters. Even at the 1943 Conference certain provinces, such as Quebec and British Columbia, were anxious to limit federal authority to war industries, and wished to keep the administration of the law in their own hands. At the 1946 Conference some lip-service was paid to the desire for uniformity, and apparently some of the smaller provinces were in favour of federal jurisdiction. But the larger provinces were opposed, and the federal government itself made no proposal for any amendment to the BNA Act or any form of National Labour Code which Labour was ardently demanding. The only concession was provided in sections 62 — 63 of the new federal law of 1948, by which a joint administration of federal and provincial laws could be arranged wherever they were substantially similar. This is a far cry from the enabling legislation made possible in the revised IDI Act of 1925.

One cannot escape the conclusion that the small concern for uniformity and the preference for provincial jurisdiction reflected the prevailing employers' viewpoint. The Canadian Manufacturers' Association brief to the House of Commons Committee on Industrial Relations on Bill 338, later to become the present federal Act (which I shall call the IRDI Act) contained no recommendation for a wider

federal coverage, whereas this was the main burden of the briefs from the two labour Congresses.¹³ Professor Logan criticizes the federal government for its failure to rise to its responsibilities on this occasion: he wonders whether a stronger and more resourceful Minister of Labour might not have gone further toward securing an enlarged jurisdiction. But we know that the Liberal government at this time was entering upon its blissful period of easeful death, carrying out Mackenzie King's policy of « orderly decontrol », and it is perhaps not surprising that it gave no strong leadership for a national labour policy. Political pressure from the left by this time had greatly eased.

Let me resume this historical story in a few words. Industrial disputes in industries affected with a public interest were appropriated by the federal Parliament in 1907, with widespread approval from all sections of Canada, whether French or English speaking; when the startling news was received from abroad that the IDI Act was unconstitutional, the country reacted to offset the decision by a revised federal Act followed by provincial enabling legislation in every province except Prince Edward Island; the rise of trade unionism in the 1930's accentuated the conflict between capital and labour and compelled new legislation which, apart from the war period, came mostly from the provinces with labour almost alone in calling for uniformity. Class consciousness had apparently increased, and the question of jurisdiction became involved in the industrial power struggle which is surely as evident today as at any time in our history. The extremely large degree of provincial jurisdiction over industrial disputes even in industries almost wholly engaged in interprovincial and international trade, and organized by a single national or international union, leaves us therefore exposed to the sudden swings of opinion which occur more frequently and more violently on the provincial than on the federal level — witness the anti-labour legislation of Prince Edward Island in 1948, in British Columbia and Newfoundland in 1959 — so that anything that might be called a national labour policy seems farther off than ever before. The gap between law and fact, the *décalage*, increases instead of decreasing. I submit that this is not a healthy situation from any rational point of view.

I am speaking to an audience in which are people with a practical experience of this situation much greater than my own. I view it as a Canadian with some knowledge of our constitutional history and our constitutional law, desirous of seeing sound democratic principles emerging in our federalism. I am more and more struck by the fact

(13) *Ibid.*, pp. 43-45.

that in federal states — and this applies to bi-cultural countries as much as to homogeneous ones — the alternative to federal authority is not always or necessarily provincial autonomy; it may well turn out to be anarchy. If the subject matter of legislation is too vast for a province to control, then an interpretation of the constitution which leaves it to the provinces simply means that no government control of any kind is possible. Private interest, whether of capital or labour, or even of both in collusion, dominates the society, and the public interest tends to get lost in the power struggle. We see this all too evident in the international sphere, where the nation state plays the role of the province in a federation, and where excessive national autonomy wrecks so many needed forms of international regulation. As a single human race, we have not grown up to the oneness of our living, and my thesis today is that as a Canadian nation we have not grown up to the enlarged scale of relationships now existing between capital and labour. Sooner or later we shall have to bring our law into line with the realities that confront us, and if we believe that good laws can reduce tensions the sooner we prepare for a change the more likely we are to avoid further conflicts.

I would like now to give two practical illustrations of the difficulties and dangers that can arise through the inadequacy of our present law dealing with industrial disputes. I chose first the story of the strike in the packing industry in 1947. There was a single union, the United Packinghouse Workers of America, acting as the bargaining agent for all important plants in eight out of the then nine Canadian provinces. There were three dominant firms negotiating the new contract — Canada Packers, Burns, and Swift Canadian, the last being a wholly owned American subsidiary. One union, three firms, all negotiating in Toronto, where national bargaining had begun in 1944. A federal Controller had been appointed in 1945, and federal conciliation had kept the peace till 1947, but in May of that year federal emergency powers ended and with them federal jurisdiction ceased. Theoretically, before a nation-wide strike could be called separate provincial negotiations should have been started in each province where there was a plant affected, with separate conciliation boards consisting of different people all investigating the same problem and making separate reports to separate Departments of Labour. What a legal absurdity! So absurd was it that little attention was paid to the law; on the passing of the strike deadline work stopped in all plants. It is my opinion, after some investigation of this situation, that had federal authority existed there would have been no strike, since the em-

ployers would have realized that the union could easily legalize the strike action which was thought to be impossible in face of the provincial barriers.

We witnessed during this strike a revealing example of the anarchy that results from big issues being left to small jurisdictions. Because Ottawa could not act, the provinces thought they would try to combine forces and bring about a settlement. At Premier Drew's suggestion representatives of seven provincial governments met in Toronto on September 26th, 1947, to work out a common plan. There were six Ministers of Labour, one Deputy Minister, one « Observer » (Prince Edward Island) and one message of sympathy (British Columbia).^{13a} Rumour has it that one Minister said the strike was illegal in each province and should be smashed, to which Saskatchewan replied that it was not illegal in Saskatchewan. Nothing came of the meeting except a good lesson in federalism; even the appointment of a common conciliator could not be agreed upon. The delegates went sorrowfully home nursing their provincial autonomies. The strike was settled without benefit of law, but it might not have occurred, and it will be less likely to occur in the future in this or other big industries, if jurisdiction had kept pace with or is brought into line with the facts.

Another example illustrates the cumbersome procedures and dubious expedients which are promoted by the present division of jurisdiction. The Provincial Transport Company runs buses in Quebec and in the city of Kingston, Ontario; it also owns the Colonial Coach Lines which operate from Quebec into Ontario and thus have extra-provincial connections. At one time the P.T.C. buses crossed the provincial boundary at Hull and the United States boundary at certain points, thus bringing the Company within the ambit of the federal IRDI Act for all its operations except the Kingston buses. Employees on all three branches are organized by the Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers. A short while ago the Company stopped its P.T.C. Quebec buses from crossing the boundary at any point, thus taking these services out from under the Canada Labour Relations Board and bringing them under the Quebec Public Service Employees Act which prohibits strikes and provides for compulsory arbitration. So here is a single Company dealing with a single Union with respect to a single operation of

(13a) See report in *Labour Gazette*, 1947, p. 1791; also *Montreal Gazette* for Sept. 26th and 29th 1947, p. 1.

bus driving in central Canada, which now (a) comes under Quebec law for the Quebec operations, (b) under Ontario law for the Kingston operations, and (c) under federal law for its Colonial Coach Lines operations. I submit that this state of affairs cannot promote industrial peace or efficient service. Passengers going to Ottawa by the North Shore are now stopped at Hull. Nor does the present law seem to benefit the Company, since the Quebec drivers, though deprived of the right to strike, have to be paid the same rates as Colonial Coach Lines which operate out of the same terminus in Montreal and who have the right to strike. The original IDI Act would have covered all the operations, and the revised Act of 1925 would also have applied because Quebec and Ontario had both passed enabling legislation. Constitutionally we have moved backwards.

Our present labour relations Acts are based on the principles of certification, compulsory collective bargaining, compulsory conciliation procedures, and then, as a last resort but always in the background, the strike or lockout. The freedom to strike is still essential to the whole concept. This freedom is curtailed if the law surrounds it with such complicated procedures that it cannot effectively be exercised within the law, which is precisely the situation which the existing division of powers produces in industries which are national in scope. Hence labour is faced in certain industries with the choice of disregarding the law, which is precisely the situation which the existing division of favourable conditions than the law allows in other industries. This is unfair and inconsistent, the result of judicial accident and not of deliberate national policy. Strong unions faced with a choice either of accepting poor agreements or striking regardless of the confused law will from time to time choose the latter course; if their leaders do not, wild-cat strikes are likely to break out. Hence the present state of the law tends to lawlessness.

Does all this mean that there must be a complete abandonment by the provinces of their jurisdiction over disputes? Remember we are not discussing labour legislation in general, but only those aspects of it which relate to collective bargaining and conciliation procedures. My answer to this question would unhesitatingly be in the negative. I do not think it would be wise, and I feel certain that it would be next to impossible, to provide an all-embracing federal jurisdiction. My point is rather that the public interest and the protection of the country against disputes too large for provincial intervention demand an enlargement of federal authority. The division of jurisdiction will

remain, but surely it must be more closely related to economic realities. Nation-wide collective bargaining has already begun and is likely to increase. It should not be compelled by the law, but it should not be inhibited by the law as it is at present. If we enlarged the area of efficient collective bargaining by enlarging the coverage of the IRDI Act, management and unions would be free to work out their own levels of agreement, but under a uniform law.

The Enlargement of Federal Jurisdiction

SOME ALTERNATIVE PROCEDURES

What could we do about the present situation, assuming there was or there might develop a desire to achieve greater uniformity of law? It seems to be taken for granted in Canada that we are incapable of amending our constitution. Yet as recently as 1951 we did so, with the consent of all the provinces, by making old age pensions a concurrent power. At any rate any discussion of jurisdiction over labour relations that does not contemplate the possibility of amendment is incomplete. There is a choice in types of amendment: we may place industrial disputes in the list of exclusive federal matters in section 91 of the BNA Act, as we did with unemployment insurance, or we may place it among the concurrent powers as we did with old age pensions. An exclusive power is one which the Parliament of Canada alone may exercise; federal law covers the country to the extent chosen by Parliament; and any part of the federal field (which need not include all industries) not occupied by federal law remains empty and cannot be occupied by provincial law. This rule operates today with respect to labour relations in federal undertakings. A concurrent power, such as our constitution now contains for immigration and agriculture, is one which both Parliament and the provinces may exercise, with the federal law prevailing over provincial law in case of conflict. Provinces can only legislate outside the area selected by Parliament.

Sound argument can be made for each of these alternatives. The pros and cons of exclusive and concurrent powers are carefully analysed by Professor Cox in a paper read to the National Academy of Arbitrators in Washington in 1954,¹⁴ and while he was dealing with the American situation I am impressed by the strength of his reasons for preferring an exclusive jurisdiction in the central government. But

(14) Reprinted in «The Profession of Labor Arbitration», ed. by Jean T. McKelvey, 1957, p. 76.

if I understand him aright he would not exclude the states from legislating with respect to industries not brought under the authority of Congress; he would merely make sure that state governments did not pile additional laws upon those industries that are taken over nationally. Thus federal authority would be exclusive, but would not cover all industries. This seems to me a good approach; it is in fact the existing situation in Canada, our difficulty being that federal authority is too restricted whereas he inclines to the view that in the United States it is already too extensive. Translating this idea into Canadian constitutional terms, it would mean adding some such words as these to section 91: « Labour Relations in such industries and services as are declared by the Parliament of Canada to be of national interest and importance ».

Such a concept is not altogether foreign to our fundamental law. The Parliament of Canada can already declare « works » to be for the general advantage of Canada or of two or more of the provinces, whereupon they come under federal jurisdiction. Their labour relations today are under the IRDI Act. There would be no constitutional barrier, for instance, to a declaration by Parliament that all the packinghouses in Canada, presently existing or to be built, are for the general advantage; whereupon the United Packinghouse Workers of America achieves its objective and a national law would underpin the nation-wide bargaining that in fact takes place. In theory this could be extended to the plants of all large-scale industry in Canada, as it has to all grain elevators, for instance, for the purpose of enforcing the federal wheat-marketing policy. The trouble with this solution is that by the declaration Parliament takes over much more than the labour relations of the industry, and this it may well not wish to do.

Short of amending the constitution, there are still other roads open. Section 94 of the BNA Act permits the legislatures of the common law provinces to assign to Parliament any matter belonging to the field of property and civil rights, where labour relations belongs. Hence these provinces could help to build up a nation-wide law, much as they did after 1925 by their enabling legislation. Some of the smaller provinces have shown a willingness to abandon the field, or part of it, to the Dominion, but not so the larger provinces, and Quebec lacks the constitutional power to make a cession under section 94. It should be pointed out, however, that Quebec law on labour relations is not so different in kind from that of other provinces as to suggest that any enlargement of federal jurisdiction would threaten to

obliterate cultural institutions that are part of her heritage; there was no substantial law on this subject in Quebec till 1944, and then it was modelled on the Wagner Act. The Professional Syndicates Act, under which the Catholic unions are incorporated, would be unaffected. The Catholic syndicates were founded and developed under the aegis of federal legislation, first in the original IDI Act and then under the 1925 Act which Quebec adopted.

What about judicial interpretation? Might not the Supreme Court of Canada take a broader view of federal jurisdiction than that suggested in the Snider case? That case is still law, but strictly speaking all it decided was that the IDI Act could not apply to municipal institutions. The wider language used by Lord Haldane was beside the point at issue. The Supreme Court upheld the present IRDI Act in 1955¹⁵ on a reference, and an Ontario judge, in the Pronto Uranium Mines case, has upheld its application to workers in uranium mines and concentrating plants.¹⁶ In the IRDI Act reference Judge Rand, as usual seeing clearly the social realities of contemporary society, said « Labour agreements, embodying new conceptions of contractual arrangements are now generally of nation-wide application, and as we know, strike action may become immediately effective throughout the systems ». While he was speaking of railways, the argument holds for many other industries. But we cannot expect a new interpretation until there is either (i) new federal legislation, (ii) a constitutional reference framed to elicit opinions about federal authority over labour relations in inter-provincial industries, or (iii) a daring lawsuit challenging the jurisdiction of some provincial board in a dispute arising in some major industry. We should remember also that the revised IDI Act of 1925 was made applicable to federally incorporated companies and to disputes declared to be subject to the Act by reason of a national emergency, provisions not repeated in the present federal law, but which might be re-enacted though their validity has not been tested. I would not exclude the possibility of some judicial rethinking in the future, particularly with respect to the « trade and commerce » and the « peace, order and good government » clauses of the Constitution — the Murphy case last year¹⁷ upholding the Canada Grain Act, and the Pronto Mines case, gave some new leads — but the obstacles to be overcome are considerable.

(15) 1955 Supreme Court Reports 529.

(16) (1956) 5 Dominion Law Reports (2nd) 342.

(17) 1958 Supreme Court Reports 626.

We come to one last provision for uniformity I wish to discuss. This is the method of federal-provincial arrangements for federal administration of provincial labour legislation when it is substantially uniform with that of the Dominion. The IRDI Act, as already indicated, provides for such arrangements in sections 62-63. It is interesting to note that seven provinces have adopted somewhat similar provisions in their labour laws, though the wording, as usual, varies considerably, and the two biggest provinces, Quebec and Ontario, with Prince Edward Island have remained aloof.¹⁸ Alberta and British Columbia confine their possible arrangement with Ottawa to the meat-packing and coal-mining industries. Saskatchewan makes provision for the application to the province of the whole IRDI Act, which shows a willingness to go back to pre-Snyder days. Most provinces confine their offer to federal administration of provincial law. This is different from, and in my view not so useful as, the enabling legislation invited in 1925 by which provinces made the entire federal Act applicable to themselves. Here the provincial law remains within provincial jurisdiction; only administration is simplified. If there was a general will for uniformity, no doubt the provinces could improve somewhat the present situation by modelling their legislation exactly on the federal Act and then entering into an arrangement under section 62, but if there were this degree of desire for uniformity then we might look for new enabling legislation or even for an amendment to the BNA Act covering major industries. At any rate, no such arrangements as the IRDI Act and the provincial statutes contemplate have yet been made.

I close on a question. Why was the desire for uniform labour relations legislation stronger in Canada in the first third of this century than it is today? Are we more disunited? Certainly the disputes to be regulated are larger and more threatening than ever before. When introducing the IDI Act in 1907 the Honourable Rodolphe Lemieux, Minister of Labour, said « as the country grows, as the area covered by these strikes increases, the danger becomes greater and greater every day ». ¹⁹ History has borne out the accuracy of this prediction. We once overcame the ill effects of the Snyder judgment, and we could again if we wished without having to amend the BNA Act. Labour's

(18) The statutes in question are to be found in the following Revised Statutes: Newfoundland, 1952, c. 258 s. 63; Nova Scotia, 1954, c. 295 s. 70; New Brunswick, 1952, c. 124 ss. 57-58; Manitoba, 1954, c. 132 ss. 60-61; Saskatchewan, 1953, s. 259 s. 30; Alberta, 1955, c. 167 s. 108; British Columbia, 1948, c. 155 s. 79.

(19) Hansard, 1906-1907, p. 3013.

position is clear. In its 1958 Convention the Canadian Labour Congress, repeating similar requests from previous labour congresses, adopted the following resolution:

« BE IT RESOLVED that the Congress urge the Government to declare inter-provincial industries, of nation-wide scope and importance, works for the general advantage of Canada, and so bring them under the exclusive jurisdiction of Parliament, and within the purview of the Industrial Relations and Disputes Investigation Act. »²⁰

But no voice of equal weight has been raised on the employer's side. Can the answer to my question be that some employers like divided jurisdiction and confusing laws? If so they stand in the way of much needed progress. I would prefer to believe that political inertia and the well-known Canadian capacity for accepting what seems to be (but is not) inevitable are deeper reasons. Let us hope we do not have to have the rude shock of further national strikes to shake us out of this inertia.

This paper was delivered at the meeting of the McGill University Eleventh Annual Industrial Relations Conference, September 1959. It is published here with the kind permission of Professor H.D. Woods, Director. It appears also in the Proceedings of the Conference.

(20) Proceedings, p. 11.

POUR UN REAMENAGEMENT DE LA JURIDICTION FEDERALE DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL

Il y a trente-cinq ans, le Conseil privé de Londres était saisi de l'affaire *Toronto Electric Commissioners vs. Snider*, dans laquelle la constitutionnalité de la *Loi des enquêtes en matière de différends industriels* était attaquée. Le Conseil privé décida que le Parlement d'Ottawa avait excédé sa juridiction. Le jugement, rendu par Lord Haldane, marque un point tournant dans l'histoire du droit constitutionnel canadien. Sur deux questions techniques évoquées dans la décision — l'une concernant la réglementation du trafic et du commerce, et l'autre relative à la loi criminelle — l'attitude de Lord Haldane n'est plus valable car le Conseil privé lui-même a pris position dans un sens différent par la suite; une autre de ses idées favorites — celle de l'état d'urgence nationale — a été passablement ébranlée. Mais il reste que l'essentiel de la décision Haldane tient encore, en ce qui a trait à la juridiction fédérale en matière de différends industriels. En conséquence, la nouvelle *Loi sur les relations industrielles et*

sur les enquêtes visant les différends du travail a une application si limitée qu'elle couvre environ 5% des effectifs ouvriers au Canada et à peu près 10% du champ des conflits du travail. Ce sont les dix provinces canadiennes qui ont désormais la plus grande part de responsabilité législative dans un domaine dont le caractère national s'accroît de jour en jour, notamment en raison du fait que le processus de concentration des centres de décision, tant du côté patronal que dans le camp ouvrier, a évolué rapidement.

Mon intention n'est pas d'étudier le mérite de telle ou telle loi en particulier, mais plutôt de considérer le problème de la distribution du pouvoir législatif et ses conséquences sur la négociation collective. Il s'agit de voir si le droit constitutionnel cadre bien avec la réalité sociale, car s'il y a divorce entre les deux on peut normalement s'attendre à des craquements quelque part. Ou bien c'est la constitution qui cède, ou bien les rapports sociaux s'enveniment et toute politique raisonnable est vouée à l'échec. Dans le champ des relations industrielles, vu que le but de l'intervention gouvernementale est de diminuer les causes de tension, il faut que le fédéralisme canadien s'adapte aux changements sociaux par voie d'amendement à la constitution ou d'interprétation judiciaire nouvelle.

Dans l'ancienne loi Lemieux, adoptée en 1907, la distinction entre les industries d'importance vitale et les autres est capitale. La loi s'appliquait aux mines, aux transports et communications ainsi qu'aux services publics; elle pouvait aussi être invoquée par les parties à tout différend industriel qui désiraient soumettre leur cas à un conseil fédéral. Jusqu'en 1924, c'est-à-dire jusqu'au moment où le jugement dans l'affaire Snider changea le cours des choses, le Canada s'était habitué au régime de ce que nous appellerions maintenant les conseils de conciliation fédéraux ou nationaux. Même après coup, avec le consentement des parties on a continué à former des conseils de conciliation fédéraux.

Lors Haldane, en définitive, a tranché le cas Snider tout simplement pour la raison que le droit de grève et de contre-grève est un droit civil qui relève de la juridiction provinciale. Il n'a pas vu autre chose que les vieux concepts civilistes de relations entre maîtres et serviteurs. La loi fédérale, d'après lui, ne pouvait pas se justifier par le droit de réglementation du trafic et du commerce — ce qui pourrait être le fondement reconnu par la Cour suprême des États-Unis pour le *Wagner Act* — car ce droit, par lui-même, ne pouvait pas entraîner la réglementation de droits civils dans une province. Le pouvoir d'Ottawa de légiférer en matière criminelle ne pouvait pas non plus, selon lui, justifier la loi fédérale, car le pouvoir de créer de nouveaux crimes est valide si la matière ainsi visée relève, de par sa nature même, du domaine de la jurisprudence criminelle. Sur ces deux points, l'attitude de Lord Haldane ne vaut plus. Quant aux effets des conflits ouvriers sur la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, Lord Haldane soutenait que rien dans la preuve n'indiquait un état d'urgence nationale, à défaut de quoi le pouvoir résiduaire d'Ottawa ne pouvait pas prévaloir sur la juridiction normale des provinces dans le champ des droits civils. Ainsi Lord Haldane n'a accordé aucun poids à l'intention même du législateur et à l'objet de la loi, qui étaient de promouvoir la paix industrielle à travers le pays, chose qui ne pouvait pas

être réalisée par des lois provinciales qui ont nécessairement une portée plus restreinte.

Après le jugement Snider, le Parlement adopta une loi dont l'application se limitait à certaines catégories d'activités industrielles relevant clairement de son pouvoir. Ottawa se voyait obligé de régler sa conduite selon une certaine interprétation de la constitution canadienne plutôt que dans l'intérêt du pays. Toutefois, la loi contenait une disposition qui la rendait applicable à l'extérieur de toute province qui légiférerait en conséquence. En 1928, six provinces agirent dans ce sens; même le Québec et l'Ontario adoptèrent la loi fédérale en 1932. Seule l'Île du Prince Edouard resta à l'écart. On voit ainsi que l'opinion en faveur de l'intervention fédérale dans les conflits ouvriers était alors fort répandue au Canada.

Le retour en scène des législatures provinciales fut provoqué par l'affaire des conventions du Bureau international du travail en 1937. Cette nouvelle ère n'a été interrompue que par l'épisode de la deuxième guerre mondiale. Apparemment, à l'heure actuelle, le Canada n'a jamais été aussi loin d'avoir ce qu'on pourrait appeler une politique nationale de relations industrielles. Le décalage entre la loi et les faits augmente au lieu de diminuer.

Dans les Etats fédéraux — qu'il s'agisse de pays bi-ethniques ou de culture homogène — l'absence d'autorité centrale ne résulte pas nécessairement en un renforcement de l'autonomie provinciale, elle peut au contraire dégénérer en anarchie. Dans ces conditions en effet, lorsqu'un champ particulier de législation est laissé à la juridiction provinciale sans que celle-ci puisse s'exercer efficacement, on est en présence d'un vide dont seuls des intérêts privés peuvent éventuellement profiter à l'encontre du bien commun. Ma thèse est à l'effet que le Canada n'a pas su, constitutionnellement, se hausser au niveau des problèmes que pose l'évolution du champ de négociation des conventions collectives.

Nos lois de relations ouvrières sont fondées sur les principes d'accréditation, de négociation et de conciliation obligatoire, le tout se déroulant sur un fond de scène qui est, mais toujours en dernier ressort, le droit de grève et de contre-grève. La liberté de faire la grève est respectée, mais elle est frustrée dans son exercice si la loi la soumet à des conditions trop compliquées: or c'est précisément ce qui dans le cas des industries d'envergure nationale. Les syndicats ouvriers qui négocient dans ces industries ont le choix entre la violation de la loi ou l'abandon de leur efficacité. Ceci est injuste, c'est le produit d'un accident judiciaire et non d'une politique nationale délibérée. Une union ouvrière qui doit opter pour une mauvaise convention collective ou pour le respect d'un système juridique confus se lancera quelquefois dans une grève illégale, à défaut de quoi les ouvriers ne suivront pas leurs chefs et feront des grèves « sauvages ».

Doit-on conclure de tout cela que les provinces devraient se retirer entièrement du champ de la législation ouvrière? Je réponds sans hésitation dans la négative. Rappelons qu'il s'agit seulement, dans cette communication, de la négociation collective et des procédures de conciliation, Je ne pense pas qu'il serait sage, je crois même qu'il serait presque impossible, de laisser le fédéral légiférer pour tout le pays dans l'ensemble du secteur du travail. Je soutiens

tout simplement que le pouvoir d'Ottawa devrait être augmenté afin de lui permettre de s'appliquer aux conflits qui débordent les cadres et le contrôle provinciaux. C'est l'intérêt public et la protection du pays qui le réclament. La division du pouvoir peut subsister, mais elle doit se conformer de plus près aux réalités économiques. La négociation sur le plan national est un fait qu'il faut reconnaître et qui prendra encore de l'ampleur. Ce phénomène ne devrait pas être imposé par la loi, mais il ne devrait pas non plus être comprimé ou gêné par elle.

En supposant que le désir d'effectuer un certain degré d'uniformisation soit suffisamment répandu au Canada, comment pourrait-on s'y prendre pour la réaliser effectivement? Il semble que les Canadiens en général ont pris définitivement leur parti au sujet de leur incapacité d'amender la constitution du pays. Pourtant il n'y a pas si longtemps, en 1951, nous l'avons amendée, cette constitution, avec le consentement de toutes les provinces, dans le domaine des pensions de vieillesse. De toute façon, c'est une possibilité qu'il ne faut pas écarter a priori lorsqu'on discute du réaménagement de la juridiction au Canada dans le champ du travail. On pourrait par exemple placer les conflits ouvriers dans la liste des matières exclusivement réservées à l'autorité fédérale dans la section 91 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique, comme ce fut le cas pour l'assurance-chômage. Ou encore on pourrait faire de cette question une affaire de législation concurrente, comme dans le cas des pensions de vieillesse. Un pouvoir exclusif en est un que seul le Parlement peut exercer: la loi qu'il adopte s'applique dans tout le pays dans les termes et les limites fixés par Ottawa; dans ces conditions, tout champ inoccupé reste hors du contrôle de l'autorité provinciale. Cette règle s'applique aujourd'hui, pour la législation du travail, dans tous les travaux et toutes les industries qui relèvent spécifiquement d'Ottawa. Un pouvoir concurrent, tel que celui qui existe dans notre constitution au sujet de l'immigration et de l'agriculture, en est un que le Parlement et les Législatures peuvent exercer, avec cette restriction que c'est la loi fédérale qui prévaut en cas de conflit. Les provinces ne peuvent alors légiférer qu'en dehors du champ fixé par le Parlement.

On pourrait utiliser l'une ou l'autre méthode. Il semble toutefois que le mieux à faire serait d'opter pour une juridiction exclusive du gouvernement fédéral, mais pas pour toutes les industries. On pourrait, par exemple, ajouter quelque chose comme suit à la section 91 de la constitution: «Les relations du travail dans les industries et les services que le Parlement du Canada déclare être d'intérêt et d'importance d'envergure nationale».

Un tel changement irait dans le sens d'une disposition qui existe déjà dans la constitution. En effet, le Parlement a le pouvoir de déclarer certains travaux comme étant l'avantage général du Canada ou de deux provinces ou plus, ce qui les soumet à la juridiction d'Ottawa. Les relations ouvrières qui découlent de ces travaux tombent présentement dans le champ d'application de la loi fédérale. Rien dans la constitution n'empêche présentement le Parlement de déclarer que toutes les salaisons canadiennes actuelles ou futures sont à l'avantage de l'ensemble du Canada. En théorie, cette pratique pourrait se généraliser et s'appliquer à toutes les entreprises importantes du pays.

C'est ce qui existe actuellement dans le cas des élévateurs à grain, par suite de la volonté d'Ottawa de mener à bien sa politique d'écoulement de ce produit. L'inconvénient d'une telle mesure, toutefois, c'est que le Parlement assumerait beaucoup plus que la seule responsabilité de la réglementation des relations industrielles, ce qui dépasserait peut-être son intention.

A défaut d'un amendement à la constitution, il reste d'autres solutions possibles. La section 94 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique permet aux législatures des provinces de *common law* transférer à Ottawa la juridiction sur toute matière relevant de la propriété et des droits civils, où se situent les relations industrielles. Ces provinces pourraient ainsi contribuer à l'édification d'une politique nationale dans ce domaine, à peu près comme elles le firent après 1925. Quelques petites provinces seraient probablement disposées à agir de la sorte, mais ce n'est pas le cas des provinces importantes. De plus, la province de Québec n'a pas le pouvoir de céder sa juridiction à Ottawa. On doit signaler, cependant, que la législation québécoise en matière de relations patronales-ouvrières ressemble beaucoup à celle du fédéral et des autres provinces; par conséquent, des transferts de juridiction à Ottawa n'aurait pas pour effet de menacer les institutions qui se rattachent au patrimoine culturel du Québec. Il n'y avait pas de corps important de législation dans ce domaine à Québec avant 1944, et alors la loi qui fut votée s'inspirait du *Wagner Act* américain. La Loi des syndicats professionnels, en vertu de laquelle les syndicats catholiques sont incorporés, n'en serait pas affectée. Les syndicats catholiques ont été fondés et ont grandi sous l'égide de la législation fédérale, d'abord sous l'ancienne loi Lemieux et ensuite sous celle de 1925 que la Législature de Québec a adoptée.

Il y a aussi la solution de l'interprétation judiciaire. La Cour suprême du Canada ne pourrait-elle pas aborder la juridiction fédérale en matière de travail avec un esprit plus large que dans l'affaire Snider. Ce jugement fait encore loi, mais strictement parlant il dit tout simplement que l'ancienne législation ne pouvait pas s'appliquer à des institutions municipales; le reste était à côté de la question. Mais on ne peut pas s'attendre à une nouvelle interprétation tant qu'il n'y aura pas (i) une nouvelle loi fédérale, (ii) une référence constitutionnelle au sujet de la juridiction fédérale sur les relations ouvrières dans les industries inter-provinciales, ou (iii) une action destinée à contester la juridiction de quelque organisme provincial dans un conflit de grande envergure. Il faut se rappeler aussi que la loi révisée de 1925 s'appliquait aux compagnies ayant une charte fédérale et aux conflits que le Parlement pouvait déclarer comme créant un état d'urgence nationale. Ces dispositions ne se trouvent pas dans la loi actuelle mais elles pourraient y être ajoutées, même si leur validité n'a pas été mise à l'épreuve. Je n'exclus pas la possibilité d'une nouvelle interprétation judiciaire concernant les clauses relatives au trafic et au commerce ainsi qu'à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement, mais les obstacles à surmonter dans ce domaine sont considérables.

Il existe enfin une dernière disposition légale en vue de l'uniformisation que je désire étudier. Il s'agit de la possibilité pour une province de confier à Ottawa l'administration de la loi provinciale lorsque celle-ci est substantiellement semblable à la loi fédérale. Le Code national du travail traite de cette ques-

tion aux sections 62 et 63. Il est intéressant de noter que sept provinces ont fait quelque chose à ce sujet; toutefois, les deux provinces les plus importantes, Québec et Ontario, n'ont pas bougé. L'Alberta et la Colombie britannique limitent le champ des ententes possibles avec aux salaisons et aux mines de charbon. La Saskatchewan prévoit l'application intégrale à la province du Code national du travail dans son entier, ce qui indique un désir de revenir à l'ancien temps, c'est-à-dire avant l'affaire Snider. La plupart des provinces qui ont fait écho à l'offre contenue dans la loi fédérale se contentent de proposer à Ottawa l'administration de la loi provinciale. Ceci est bien différent de ce que les provinces avaient fait après 1925, car alors elles avaient fait leur loi fédérale et se l'étaient ainsi rendue entièrement applicable. A l'heure actuelle, la loi provinciale demeure sous juridiction provinciale; seule l'administration est simplifiée. Si l'uniformisation de la législation en matière de relations industrielles répondait à la volonté générale, il n'y a aucun doute que les provinces pourraient améliorer la situation actuelle en conformant leur législation à celle du Code national et en prenant ensuite arrangement avec Ottawa pour son administration; il serait même possible alors d'envisager un amendement à la constitution.

Le mouvement ouvrier a nettement pris position en faveur de l'uniformisation de la législation en relations industrielles au Canada. Mais du côté des employeurs ce n'est pas la même chose. Se pourrait-il que certains employeurs préfèrent une juridiction multiple et une législation confuse? Si tel est le cas, ces employeurs font obstacle à un progrès fort désirable. Je préfère croire que les raisons profondes de notre incapacité résident dans notre inertie politique et dans notre résignation à ce qui semble — sans l'être — inévitable. Espérons qu'il ne sera pas nécessaire d'attendre jusqu'à l'éclatement de grèves nationales avant de sortir de notre torpeur.

XVe Congrès des Relations industrielles de Laval Changements technologiques et droits de la gérance

Le prochain congrès des relations industrielles organisé par le Département des relations industrielles de Laval aura lieu au Château Frontenac à Québec les 25 et 26 avril 1960.

Les participants étudieront la question si importante des droits de la gérance dans les changements technologiques.

Tous sont cordialement invités à s'inscrire.